

# *contre-courant*

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Septième année ----- NUMERO 28 ----- Octobre 2000

DANS CE NUMERO:

- ? [Une Assemblée houleuse et stérile](#)
- ? [Les « réformes » ne sont qu'un mirage, la révolution fait ses pas](#)
- ? [L'accroissement des mouvements de protestation des travailleurs démunis](#)
- ? [Le mouvement du 9 juillet et son importance](#)

---

## Une Assemblée houleuse et stérile

Avec le début de la nouvelle Assemblée islamique une nouvelle période de querelles a commencé au sein de la coalition du deux khordad (relatif au calendrier iranien, le jour où Khatami a été « élu » président de la République). La décomposition de cette coalition est en fait commencée avec cette Assemblée, sixième du nom. Les sympathisants de Khatami n'ont cessé de déclarer, ces trois dernières années, que le pouvoir législatif est entre les mains de l'autre faction et sans lui, le président de la République ne peut pas mener à bien ses soi-disant réformes. Ils promettaient qu'en ayant la majorité à l'Assemblée, le processus des réformes s'accéléraient, « l'ouverture politique » se réaliserait et les difficultés disparaîtraient. Tous les sympathisants de Khatami, aussi bien en Iran qu'à l'étranger, avaient dit qu'il faut empêcher l'élection de Rafsandjani (ex-président de la République), propulsé par la faction adverse, dit du bazar, qui se savait perdant. Selon eux, la mission de Rafsandjani serait de stopper « les réformes ». Finalement Rafsandjani s'est retrouvé le dernier « élu » de Téhéran, ayant 30 députés à l'Assemblée. Par la suite, il est monté au vingtième place, car le Conseil de surveillance a annulé le quart des votes de Téhéran. Le souci du Conseil de surveillance était de préparer la voie de la présidence de la Assemblée à Rafsandjani. Cette mesure honteuse du Conseil de surveillance a entraîné le tollé des gens. Dans la manifestation du 24 mai, les étudiants et téhéranais ont scandé contre un **Çat** qui ne respecte même pas ses propres élections, fausses et antidémocratiques. Les gens criaient dans cette manifestation « à mort Akbar chah », le prénom de Rafsandjani et le symbole de la répression religieuse et de l'exploitation. Rafsandjani a dû déclarer forfait. Dès que Rafsandjani a démissionné de l'Assemblée où il n'a même pas mis les pieds, l'unité de la coalition du deux khordad a commencé aussi à se mettre en question. Toutes les forces du deux khordad et la faction adverse ont fait un compromis pour que Karoubi occupe le siège de la présidence de l'Assemblée. Mais tout de suite après, chacune des composantes a essayé de rompre le compromis.

Le Front de la participation, le plus grand composant de la coalition du deux khordad, a annoncé, par son secrétaire politique, que le président de l'Assemblée doit être le porte-parole de celle-ci et doit représenté l'avis de la majorité dans les réunions de l'Çat et non pas son propre avis. La Ligue du clergé combattant, à laquelle Karoubi est adhérent, a contourné les autres composantes du deux khordad. Elle, qui ne devait pas proposer de candidat pour les

vice-présidents, a quand bien même proposé Ansari en tant que premier vice-président et qui est également soutenu par la faction adverse, c'est-à-dire celle de Khaménéï, le guide suprême du régime. Ainsi Réza Khatami (frère du président de la République) et Behzad Nabavi ont été écartés.

La coalition du deux khordad a continuellement prétendu, ces trois dernières années, que l'Assemblée sortante ne la laisse pas commencer les réformes. Maintenant qu'elle a la majorité à la nouvelle Assemblée, c'est sa désunion qui fait défaut ! Karoubi, le nouveau président de l'Assemblée, a prononcé un discours d'investiture en disant son désaccord avec le secrétaire politique du Front de la participation. Ce dernier avait dit que le président de l'Assemblée ne doit pas donner son avis personnel, mais doit être le porte-parole de la majorité parlementaire. Le Front de la participation et les autres composantes de la coalition du deux khordad ont affirmé qu'ils ont accepté la présidence de Karoubi pour que l'unité du deux khordad perdure. Ils ont ensuite promis qu'au moment de l'élection des vices-présidents de l'Assemblée, ce compromis serait tenu en compte. Cette situation a désespéré gravement les réformateurs et leurs sympathisants. L'on dit actuellement que la branche conservatrice des réformateurs ne veut plus que les barrières légales du chemin des réformes soient enlevées. Certains membres du deux khordad ont déjà perdu tout espoir dans l'Assemblée alors qu'elle commence à peine sa législature. Ils disent qu'il faut attendre la réélection de Khatami à la présidence de la République.

Les « réformateurs », majoritaires à la nouvelle Assemblée pourraient-ils tenir leurs promesses de ces trois dernières années, ces années où ils se disaient impuissants car minoritaires à l'Assemblée ? Il est d'ores et déjà clair que les différentes composantes du deux khordad ne peuvent pas avoir le même point de vue sur les lois discutées à l'Assemblée. Ils n'avaient jamais été organisés. Par exemple leur incapacité de présenter des listes électorales communes a été un fait marquant de leurs désaccords. Beaucoup de députés de la nouvelle Assemblée étaient déjà dans la précédente. Ils ont voté sans sourciller les projets de loi que l'ancienne majorité conservatrice a présentés.

Plusieurs composantes du deux khordad, entre autres la Ligue du clergé combattant, le Parti islamique du travail, une partie des Reconstructeurs et le Parti de la solidarité islamique, ont déjà affirmé qu'ils ont les mêmes points de vue que Khaménéï, le guide du régime, sur l'état religieux, les libertés civiles et les problèmes culturels. La faction de Khatami veut bien faire passer des lois à la nouvelle Assemblée pour faciliter les relations politiques et économiques avec les pays occidentaux, mais d'une position réactionnaire, toutes les composantes de la faction du deux khordad ne sont pas d'accord.

Bref, la composition des députés à la nouvelle Assemblée comprendra deux grands groupes, celui qui veut faire voter quelques lois pour que de différents sympathisants du régime puissent publier des journaux et celui qui n'est même pas d'accord avec ces « réformes ». La nouvelle Assemblée sera houleuse et stérile où toutes les contradictions et tous les paradoxes de plusieurs années d'état islamique seront représentés au même endroit ! Le Front de la participation de l'Iran islamique est une formation de la coalition du deux khordad qui défend très clairement Khatami. La nouvelle Assemblée montrera la capacité du Front pour tenir ses promesses. Il veut d'une part empêcher la désagrégation du deux khordad. Cela a été bien constaté dans le compromis accepté par le Front concernant la présidence de l'Assemblée. Bien que dans cette affaire il y ait eu même des députés du Front qui n'ont pas voté pour Karoubi. D'autre part la nouvelle Assemblée est le dernier point d'élan pour le Front pour « réformer » la République islamique et la faire vivre encore quelque temps. Les forces de la coalition du deux khordad ont cru vainement qu'elles peuvent mettre fin aux grandes

contradictions que le régime de la République islamique a créées en votant quelques lois. Elles veulent ainsi endiguer le mouvement populaire alors que c'est ce dernier qui les met en défi. C'est le grand mouvement des masses ouvrières et des millions de travailleurs qui a obligé les différentes bandes de l'État islamique à s'activer pour le maîtriser. La gravité des contradictions ne leur laisse plus le temps de se donner la main pour sauver le régime. C'est le puissant mouvement populaire qui oblige les différentes factions du régime à se concurrencer. Ce processus continuera jusqu'à ce que tout le régime, dans sa totalité, soit anéanti et effondré.

---

## Les « réformes » ne sont qu'un mirage, la révolution fait ses pas

La situation actuelle ne peut plus durer en Iran. Les changements sont inévitables. C'est une nécessité acceptée par toutes et tous. Même une bonne partie de la classe dirigeante a compris que la République islamique ne peut plus continuer par les politiques passées. Des membres les plus francs de cette partie de la classe dirigeante disent clairement qu'il faut faire des changements sinon la fin du régime sera imminente. Tous les témoignages et réalités démontrent que la République islamique ne peut pas rester en place en continuant les mêmes méthodes de son propre passé. Le principal sujet des discours de changement est de savoir si l'évolution sera faite par de petites réformes dans le système économique, social et politique existant ou bien elle passera par une révolution. Les conditions objectives de la société et la perspective de son évolution ont rendu les réformes ou la révolution comme un axe sur lequel les changements doivent intervenir. La polarisation des forces politiques sur le problème des réformes ou de la révolution, autrement dit pour l'évolution interne du régime ou son renversement pur et simple, prend de l'ampleur. Chaque force politique prend place dans le paysage politique du pays selon ses intérêts de classe, son point de vue sur l'ordre économique et social existant et ses prises de position par rapport aux revendications des masses populaires. Presque tous les défenseurs de l'ordre capitaliste existant en Iran, tous les ennemis de classe des ouvriers et des travailleurs et de leurs revendications sont rangés derrière Khatami et sa faction. Elle est présentée comme faction soi-disant réformatrice de la République islamique. ? l'autre bout de l'échiquier politique iranien se trouve la gauche révolutionnaire, celle qui lutte pour le renversement du régime dans sa totalité, celle qui est contre les deux factions du régime, celle qui milite pour la réalisation révolutionnaire des revendications des masses populaires. Cette gauche révolutionnaire, luttant contre toute la bourgeoisie, a des positions très claires et franches qui la distingue des gauches libérale et réformatrice, celles qui ont rejoint fraîchement le camp des fameuses « réformes » de monsieur Khatami et de sa faction. Ces gauches se cachaient, durant toute la période passée, plus clame et stagnante, dans les rangs des forces de gauche. Elles défendaient apparemment le socialisme et l'État ouvrier. Maintenant que les masses populaires recommencent un combat ouvert contre le régime, maintenant que le temps d'action pour le renversement du régime et l'instauration de l'État des ouvriers et des travailleurs approche, ces gauches libérale et réformatrice tourne le dos à la classe ouvrière et au socialisme et fuient la révolution. C'est pourquoi des groupes politiques et des individus, jadis de gauche, présentent maintenant des tonnes d'excuses et de justifications pour soutenir tacitement les réformes et la transformation douce du régime en place. Ces gauches libérale et réformatrice sont pratiquement devenues les trompettistes de la bourgeoisie.

Tous les groupes sympathisants directs de Khatami qui recouvrent un large nuancier des factions de gauche et de droite de la bourgeoisie, une bonne partie de la bourgeoisie à

l'intérieur de l'Irān et des opposants semi-légaux, illégaux et libéraux - c'est à dire les réformistes de gauche de la bourgeoisie - ont entrepris une vaste campagne, avec l'aide de leurs alliés internationaux, contre la révolution et contre le renversement de la République islamique. Ils bombardent la révolution en la présentant comme une catastrophe. Ils disent que les mouvements de protestation révolutionnaires et les slogans révolutionnaires sont nocifs et stoppent les réformes. Ils prétendent que le renversement de la République islamique ne donnera aucun résultat. Ils proposent des changements graduels et dans le calme pour que la situation s'améliore dans le cadre de l'ordre économique - social existant et le régime politique actuel. Ils demandent aux ouvriers, aux travailleurs, aux étudiants et aux intellectuels d'oublier la révolution, de soutenir les « réformateurs » à l'intérieur de l'Irān et de se contenter de ce qui est possible dans l'ordre existant. Mais malgré tous ces tapages publicitaires d'envergure de la bourgeoisie et des éléments d'apparence de gauche et réformistes contre la révolution, cette dernière fait ses pas chaque jour davantage et s'impose de plus en plus. La nécessité d'une nouvelle révolution ne vient absolument ni de la volonté ni des souhaits des révolutionnaires, mais des réalités objectives de la société et surtout des contradictions irrésolues qui atteignent l'explosion. Ces dernières sont les causes des besoins sociaux, sans cesse réprimés et empêchés de se réaliser. C'est pourquoi aucune réaction ne peut les vaincre et les mettre à l'ombre, même à coup de propagandes, de promesses, de démagogie et de répression. C'est justement cette nécessité qui a fait échouer tous les efforts de la bourgeoisie pour maîtriser le mouvement populaire. Les échecs consécutifs des réactionnaires aux ordres de Khaménéï qui croient encore qu'en s'appuyant sur les baïonnettes ils peuvent contrôler la situation sont des preuves de l'inefficacité de la méthode de cette faction pour arrêter le processus du changement. Les mesures et actes de répression du régime ont donné l'effet inverse, les gens ont étendu les protestations. La haine des gens contre cette faction est sans limite. Le fait que cette faction ait continuellement réprimé sauvagement le mouvement de protestation populaire, sans que ce dernier arrête de se développer, en mettant le régime dans une crise de plus en plus profonde, équivaut à l'échec de la faction de Khaménéï face aux gens, à leur mouvement et à leurs revendications. L'échec a même montré à cette faction que le contrôle et la résistance contre les revendications populaires par la répression ne sont plus possibles. Cela n'équivaut pas bien entendu que la République islamique ne fera plus de répressions barbares. La République islamique se protégera par tous ses moyens jusqu'à la fin de sa vie néfaste. Il est évident que le régime islamique mobilisera toutes ses forces de répression lorsque la crise touchera son summum. ? ce moment-là, la répression ne fera qu'accélérer l'effondrement et la disparition du régime de la République islamique.

Les échecs consécutifs et la haine des gens de la faction de Khaménéï ne sont pas la seule preuve de la fin de la réaction islamique et de la nécessité du changement en Iran. L'impuissance et les échecs d'une autre partie de la classe dirigeante en est une autre. Le changement fondamental n'est absolument pas possible sous le régime de la République islamique et par l'une de ses factions. L'expérience de trois années de présidence Khatami a prouvé que les changements voulus par les gens ne sont pas possibles sous le règne islamique. Même des masses les plus inconscients et les jeunes, inexpérimentés politiquement, se sont aperçus que tant que la République islamique existe, les changements qu'ils veulent ne sont pas réalisables. Il était clair, dès le début, que la faction de Khatami ne peut rien faire. Car elle ne peut satisfaire aucun besoin social. Elle est beaucoup trop incapable pour résoudre quelques contradictions existantes qu'elles soient. Elle est beaucoup trop réactionnaire pour admettre les revendications populaires. Elle est beaucoup trop inhabile pour même diminuer les dilemmes, car non seulement elle défend l'ordre économique - social existant mais aussi le système politique actuel, c'est-à-dire l'Irān religieux. Cette faction est, elle-même, une barrière contre les changements dont la société réclame. Les échecs des petites réformes ont bien pour cause la nature même de la faction de Khatami. Ce dernier est à la tête de l'exécutif depuis

trois ans, sans que la moindre revendication populaire se concrétise. En plus, la répression et l'état de non-droit se sont aggravés et la vie matérielle des gens a dégradé encore plus. Aucune des contradictions n'a été résolue, elles se sont toutes approfondi. La crise n'a pas trouvé d'issue. Les crises politiques et économiques se sont étendues. Que faut-il apprendre de ces faits ? La réalité de l'échec et de l'incapacité des sympathisants des réformes et de la transformation du régime, ce qui confirme la nécessité d'une nouvelle révolution.

Il est clair que la République islamique ne peut se sauver ni par la répression ni par les promesses non-tenues pour les réformes. Le régime de la République islamique est face aux contradictions et paradoxes beaucoup plus importants pour qu'il puisse les endiguer. Ils doivent être résolus. Le problème est que leur résolution n'est pas possible sous l'ordre actuel. Le régime de la République islamique doit disparaître. Les contradictions actuelles en Iran ne peuvent pas être effacées sans une révolution. Il suffit de voir de plus près deux de ces contradictions. L'une d'elle concerne la contradiction entre l'infrastructure économique capitaliste et la superstructure politique actuelle. Elle crée sans cesse de nouvelles crises. Une autre contradiction, plus importante, vient des relations de production capitaliste qui font empêcher les changements de la superstructure politique. Celle-là ne se résoudra que par le changement des relations de production. Elle s'est transformée en une crise structurale vers la fin du régime du chah. La crise économique chronique et continue démontre, elle-même, cette crise structurale. Ces contradictions sont cristallisées d'une part par les luttes pour les libertés politiques, les droits démocratiques et la création d'un régime démocratique et d'autre part par la lutte des ouvriers et des travailleurs démunis contre le capitalisme. Les mêmes contradictions et luttes ont mené à la révolution de 1979 et la chute du régime du chah. Mais l'instauration de la République islamique n'a non seulement pas effacé ces contradictions, mais, tout au contraire, elle les a aggravées. C'est pourquoi l'avènement de la République islamique a été une régression historique. Cette régression a eu des conséquences claires et nettes sur de différents domaines sociaux et politiques. Les institutions et traditions moyenâgeuses se sont ressuscitées alors qu'elles s'étaient affaiblies pendant un siècle. La religion et le clergé sont devenus dominants. La religion et l'État se sont ouvertement combinés et l'État religieux s'est créé. L'État religieux a établi les lois et règlements religieux sur toutes les sphères de la vie sociale et politique. Cette marche en arrière, le règne des institutions moyenâgeuses sur la superstructure politique d'une société avec les relations capitalistes, n'était pas sans raison. Le capitalisme est devenu dominant en Iran durant un processus lent et long. Il n'a toutefois jamais réglé ses comptes avec les restes des ordres anciens. Pire, il a cohabité avec des institutions moyenâgeuses. Lorsque la bourgeoisie iranienne est née, l'ordre capitaliste mondial avait déjà commencé, depuis longtemps, son stade suprême d'évolution, fonctionnant comme un frein de l'histoire. Le conservatisme était ainsi une partie inséparable de la bourgeoisie iranienne. La bourgeoisie conservatrice iranienne a demandé en aide le régime monarchique despotique et l'appareil clérical afin de pouvoir exister et de dominer les masses populaires. Il est évident que le régime monarchique et l'appareil clérical étaient, tous deux, les restes des ordres moyenâgeux. C'est pourquoi la superstructure du capitalisme iranien a toujours été mélangée avec les institutions moyenâgeuses et donc réactionnaires. La monarchie s'est donnée la tâche de défendre la classe dirigeante et l'ordre établi en se faisant aider par le clergé. L'islam comme la religion officielle du pays n'était pas un mot anodin dans la Constitution monarchique, c'était un État combiné à la religion sous une forme latente, c'était un État qui officialisait l'influence du clergé sur de différents appareils d'État et la vie sociale. Les lois du régime du chah démontrent bien un État combiné à la religion. La bourgeoisie et la monarchie renforçaient le clergé, lequel propageait les superstitions religieuses et demandait aux gens d'admettre le « règne de l'ombre de Dieu » (le chah). La contradiction entre une partie du clergé avec le régime monarchique, au cours des réformes bourgeoises des années 1960, n'a pas empêché le

premier à soutenir la classe dirigeante (la monarchie). Le clergé avait de grands moyens. Il avait étendu son réseau d'activités partout dans le pays. Par conséquent, le contexte de la ressuscitation du pouvoir clérical existait dans la société. De plus, la classe dirigeante le renforçait. Bien entendu ce même clergé moyenâgeux a sauvé la bourgeoisie pendant la révolution de 1979. La répression et le despotisme du chah avaient empêché la prise de conscience des masses populaires et l'effondrement des superstitions religieuses. Le régime du chah avait interdit les partis politiques et les syndicats. Dès que la crise finale s'est approchée et le processus du renversement du régime du chah a commencé, les masses populaires sont tombées, sans le savoir, dans le piège d'une institution plus réactionnaire, celle du clergé. Ce dernier avait étendu son réseau organisationnel, en toute liberté, durant le régime du chah. Il s'est présenté comme une force prête à prendre le contrôle des affaires. La seule différence était que le clergé forçait les gens à admettre le pouvoir de l'ombre de Dieu (le chah) et à supporter la pauvreté et l'inexistence des droits afin de pouvoir aller au paradis, mais après le renversement du régime du chah, le même clergé s'est présenté comme sauveur des gens en proposant l'instauration de l'État de Dieu sur terre. Ainsi le clergé a pris l'initiative d'insinuer aux gens que l'instauration d'un État religieux, la République islamique, concrétiserait leurs revendications. La régression historique avait bel et bien débuté. L'instauration de la République islamique, la combinaison de l'État et de la religion, la domination du clergé sur tout l'appareil d'État et la mainmise de la religion sur tous les domaines de la vie sociale et politique étaient en contradiction totale avec l'ordre économique existant et les intérêts de la bourgeoisie. Cette dernière a toutefois préféré accepter le pouvoir clérical, quitte à perdre certains de ses centres d'intérêts et de privilèges. Elle ne pensait qu'à ce que l'ordre économique capitaliste reste. Les masses populaires voulaient la fin du régime du chah mais aussi le dépassement du capitalisme. ? cette époque-là, les organes de répression de la bourgeoisie ne pouvaient plus neutraliser ce danger. Seul le clergé était capable de réduire à néant le danger de la fin du capitalisme. Pour sauver l'ordre existant, la bourgeoisie a donc décidé de laisser l'initiative au clergé. La bourgeoisie ne pouvait plus arrêter la révolution. Il fallait contrer la révolution au nom de la révolution. La contre-révolution islamique a donc pris le relais. Sous le drapeau de la révolution islamique la révolution a été agressée. Les acquis de la révolution des masses populaires ont été confisqués un par un. Non seulement les revendications des gens n'ont pas été concrétisées, mais en plus les droits que les gens avaient obtenus avant la révolution ont été bafoués. L'exemple type en était les droits des femmes. Bien entendu toutes ces régressions, qui sont provisoires, ne marquent que l'échec de la révolution de 1979. La pression de la contre-révolution peut causer une machine arrière, souvent plus réactionnaire que la situation antérieure d'une révolution. Mais cette pression ne peut pas empêcher un nouveau mouvement de redémarrer. Bref, lorsque la révolution a échoué et les gens ont reculé, la fin historique de la République islamique a été sonnée. La République islamique avait pour tâche la sauvegarde de l'ordre existant et de la classe capitaliste à un moment précis de l'histoire. Désormais, la continuation de la République islamique équivalait à l'accentuation de la crise. Toutes les querelles internes de la classe dirigeante pendant ces 20 dernières années se sont faites sur ce point précis : l'incompatibilité des intérêts de la bourgeoisie et du clergé et des éléments bourgeois et féodaux - moyenâgeux de la superstructure politique. La continuation de l'État religieux et la prédominance du clergé dans la superstructure politique ne sont pas compatibles avec les relations de production capitalistes. C'est pourquoi les tensions et crises ne cessent de se multiplier. La bourgeoisie désire maintenant quelques remodelages dans la superstructure politique pour réduire le rôle de la religion et du clergé. Par ailleurs, les contradictions créées et accentuées par la République islamique même et les revendications sociales insatisfaites ont repoussé les gens à se remettre en mouvement. La croissance et le développement des mouvements de protestation populaires depuis le début des années 1990 démontrent que les gens ne veulent plus supporter l'ordre actuel. L'échec et l'impasse de la République islamique se voient de tous

les angles. C'est dans ces conditions qu'une partie de la classe dirigeante est apparue avec les réformes, pour en fait sauver le régime du déclin. Y'a-t-il vraiment un espoir pour que le régime de la République islamique soit sauvé de l'effondrement par des réformes ?

L'expérience de ces trois dernières années a donné une réponse claire à cette question. Il est possible d'apporter une autre réponse par une autre manière que l'expérience. Si l'on veut résoudre la crise actuelle en Iran à la manière bourgeoise, la première barrière à franchir serait l'État religieux ; même si l'on veut franchir cette barrière en supprimant la vélayat - e - faghih (le règne absolu du guide suprême religieux) et en revenant à un système latent de la combinaison de l'État et de la religion, comme à l'époque du régime du chah. Est-ce que les « réformateurs » (la faction de Khatami) peuvent-ils franchir cette barrière ? La réponse est négative. Car ils ne se sont jamais donnés cette tâche. De plus, c'est une tâche complètement incompatible avec leur nature. Ils ne veulent même pas supprimer la vélayat - e - faghih. Leur programme maximum est de limiter les pouvoirs du guide suprême. Ils ne sont pas contre l'État religieux, tout au contraire, ils se disent défenseurs et garants d'un tel État. En plus, la structure de l'État religieux ne leur permet pas une réforme de telle sorte. Ce changement équivaut à la fin de l'État religieux. La faction adverse de Khatami résistera de toutes ces forces contre un tel changement, car cette elle qui a tous les principaux moyens matériels de l'appareil d'État, entre autres, les pasdaran (« gardiens de la révolution islamique »), les bassidji (miliciens islamiques), l'armée, le pouvoir judiciaire, l'appareil de sécurité et les forces de l'ordre. Alors si les « réformateurs » ne peuvent pas supprimer la barrière de la vélayat - e - faghih, toutes les crises politiques et économiques dureraient et s'aggraveraient. Quel est-il alors le devenir des gens ? Ils ont des revendications pour lesquelles ils se sont soulevés. Elles ne sont pas deux ou trois. Ce sont une masse de revendications de liberté, démocratiques et de bien-être qui ne peuvent être satisfaites dans le cadre de l'ordre économique et politique actuel. Les « réformateurs » étatiques ont promis de satisfaire une partie des revendications de liberté et de droit démocratique. Toutes les tendances bourgeoises ont présenté les « réformateurs » comme le symbole des libertés. La bourgeoisie iranienne est franchement idiote. Les censeurs, dirigeants des appareils d'inquisition, inspecteurs de police secrète, anciens commandants des pasdaran, chefs du système pénitencier, organisateurs de massacres d'étudiants et professeurs progressistes au cours de la soi-disant révolution culturelle, bref tous ceux qui ont eu une responsabilité dans l'instauration du despotisme et de la terreur islamiques et des responsables des massacres en Iran sont devenus les précurseurs de la liberté pour la bourgeoisie iranienne. Son-ce eux qui doivent offrir les libertés politiques et droits démocratiques aux populations d'Iran ? Laquelle de leurs promesses, a-t-elle été tenue ces 3 dernières années ? Quelle liberté, ont-ils rendu aux gens ? Tout ce que les « réformateurs » ont pu obtenir était de publier quelques journaux pour eux-mêmes ; lesquels ont été d'ailleurs interdits par la faction adverse. La reconnaissance des libertés politiques des gens n'est point dans la nature des faux épris de libertés étatiques, les « réformateurs ». Car ils défendent l'État religieux et ce dernier est un ennemi antagonique des libertés politiques. Il est clair que les « réformateurs » islamiques ne peuvent pas reconnaître les libertés politiques et droits démocratiques des gens et l'égalité des droits entre les femmes et hommes. Ils ne peuvent pas abroger les lois misogynes et concrétiser les revendications des jeunes. Ils ne peuvent résoudre ni le problème du chômage qui touche des millions de gens ni celui de la pauvreté. Ces tâches sont hors de portée des « réformateurs ». C'est une illusion de la bourgeoisie qui présente les « réformateurs » comme des capables et habiles. Ils sont beaucoup plus incapables pour pouvoir résoudre les contradictions et crises actuelles dans le cadre de l'ordre actuel pour que les revendications des gens soient concrétisées. Leurs incapacité et échec durant ces 3 dernières années l'ont prouvé et le prouveront encore plus dans le futur. Les organes réactionnaires empêcheront toute évolution dans le sens des besoins sociaux. Les crises seront accentuées. Il ne restera donc que l'explosion violente des contradictions pour que les revendications des gens puissent se réaliser. Cela ne sera possible que par le renversement des institutions réactionnaires qui

barrent les changements. La révolution est donc une nécessité. Elle est d'ailleurs en route. Les masses populaires qui ont été marginalisées après la victoire de la contre-révolution islamique regagnent les rangs des mouvements de protestation, chaque jour plus nombreuses. Le fait que les gens s'intéressent davantage à la politique est le signe d'une nouvelle étape de leur propre vie politique. Les luttes populaires sont diverses. Les formes de luttes ouvertes et directes se multiplient. Même les réactionnaires se sont aperçus du changement de la vie politique des gens. Une faction de la classe dirigeante reconnaît que les gens veulent le changement. Dans ces conditions, une fracture plus importante, au sein de la classe dirigeante et de l'appareil d'État, est constatée. L'échec des politiques du régime est confirmé par toutes et tous. Ces réalités démontrent que la crise est beaucoup plus profonde que certains ne pensent. Mais elle n'est pas encore assez mûre pour que des millions de masses populaires commencent une lutte unitaire et nationale contre le régime. Autrement dit, la crise n'a pas encore créé une situation révolutionnaire, mais tout porte à constater une période révolutionnaire. La crise ne cesse de s'approfondir et de se développer. Elle supprimera le faux réformisme de la faction de Khatami et le marginalisera. Elle donnera un champ plus large à la révolution. Il faut souhaiter la bienvenue à cette révolution. Car elle seule, peut faire descendre les réactionnaires de leur piédestal du pouvoir et anéantir les forteresses des oppresseurs. Seule la révolution peut balayer les relations et les vieilles institutions qui empêchent la marche de la société vers le progrès et l'évolution. Il n'y a que la révolution qui puisse rendre les masses d'ouvriers et de travailleurs maîtres de leur propre destin. Seule la révolution peut nettoyer la société iranienne de toutes les saletés moyenâgeuses de l'État islamique. ? part la révolution, rien ne peut concrétiser toutes les revendications des masses populaires.

Seuls les réactionnaires ont peur de la révolution et veulent que l'ordre existant reste. Ils propagent de futiles illusions sur la possibilité de la transformation du régime. Mais la locomotive de l'histoire, qui a commencé à fonctionner, les écrasera et supprimera de son rail. C'est une nécessité de l'Histoire.

---

## L'accroissement des mouvements de protestation des travailleurs démunis

L'écrasante majorité des populations d'Iran sont dans une pauvreté absolue. Les sources officielles avouent que 80% des populations urbaines et rurales sont en sous du seuil de pauvreté. Cette situation ne cesse de se dégrader. Le niveau de vie des masses d'ouvriers et de travailleurs baissent continuellement. La plupart d'elles vivent aux environs des grandes villes, souvent dans des bidonvilles sans les moyens d'hygiène les plus élémentaires. Ces grandes masses de travailleurs démunis ont fait plusieurs soulèvements et émeutes ces dernières années. Ces mouvements ont eu plus d'importance dans les cités environnantes de Téhéran surtout à Eslam - Chahr, à Ma'assoudieh et au Pont Saveh. Eslam - Chahr est devenue l'un des centres des mouvements protestataires des masses populaires démunies. Un peu avant que Khatami arrive à la présidence de la République, un mouvement a eu des ampleurs si vastes à Eslam - Chahr que le régime a dû employer des armes lourdes et des hélicoptères pour le réprimer. ? la fin de cette répression sanglante, des dizaines de travailleurs d'Eslam - Chahr ont été tués et des centaines d'autres arrêtés. Les manifestants ont mis le feu à plusieurs bâtiments de l'État. Un peu plus tard, plusieurs autres cités populaires, entre autres Tchahar Dangué, ont été la scène des soulèvements. ? Chahar Dangué, la population a monté des barricades et s'est accrochée aux forces de répression du régime. Le 6 juin dernier, près de 4000 travailleurs de la cité Sina ont manifesté. Les forces de l'ordre sont

intervenues. Cela a entraîné l'incendie des bâtiments de l'État, des véhicules des forces de répression et le barrage de la route spéciale de Karadj pendant plusieurs heures. Les manifestants ne demandaient que l'amélioration de leurs conditions de vie et l'eau courante dans leur cité. Le 27 juin, les travailleurs, surtout des femmes, de la cité populaire Chatereh sont descendus dans les rues. Ils se sont rassemblés sur la route de Saveh - Téhéran, en la barrant, allumant des feux et montant des barricades, ils ont protesté contre le manque des moyens les plus élémentaires, entre autres, l'eau, l'électricité, la santé, les loisirs et les écoles. Les forces armées du régime ont bien entendu réprimé ce mouvement. Mais les luttes des masses travailleuses ne s'arrêteront pas pour autant, car supporter la situation actuelle n'est plus possible. Les masses travailleuses sont en mouvement et plus aucune répression ne pourra les arrêter. Leur lutte est une partie du combat général des ouvriers et des travailleurs d'Iran pour changer l'ordre établi.

Les habitants des cités environnant les grandes villes sont souvent des ouvriers qui travaillent dans les usines proches. Ils sont pour la plupart des simples ouvriers qui reçoivent de très bas salaires. Leur niveau de vie est énormément baissé, à cause de l'inflation galopante d'une part et la baisse des salaires réels d'autre part. Ils survivent dans une pauvreté absolue. Une autre partie des habitants de ces cités sont des chômeurs. La crise économique et la conséquence des politiques économiques de Réfsandjani (président de la République islamique de 1989 à 1997) ont entraîné un chômage de masse. Les moyens sociaux et de vie courante de ces cités sont au plus bas niveau. La plupart d'entre elles n'ont ni eau potable ni courant électrique. Les loisirs et les possibilités sportives sont inexistantes et les écoles y manquent cruellement. Il est donc normal que les habitants travailleurs de ces cités protestent contre cette situation. Leurs conditions de vie les amènent à combattre l'ordre existant. Les habitants des cités populaires démunies sont prêts à manifester et lutter contre la situation actuelle à tout moment. Rappelons que vers la fin du régime du Chah, la situation était pareille. L'une des forces la plus active de la révolution ayant mené au renversement du régime du Chah était bien les habitants des cités populaires. Par démagogie, Khomeyni s'est efforcé de récupérer cette force en prétendant défendre les démunis et les populations des bidonvilles. Il est vrai que beaucoup d'entre eux ont été trompés par les promesses de Khomeyni, par manque de prise de conscience adéquate. Mais ils se sont vite aperçus que Khomeyni ne leur a dit que des mensonges. Ils sont devenus maintenant des opposants actifs de la République islamique. Quelques manifestants de la cité Chatereh ont dit aux journalistes, pendant leur mouvement du 27 juin dernier, que le régime prétendait un temps défendre les démunis, mais « notre situation actuelle démontre l'inverse ». Les mêmes gens que la République islamique considérait comme ses sympathisants luttent contre elle et le régime leur envoie ses troupes armées, car il ne peut pas, par sa nature, répondre à leurs revendications. Les habitants des cités populaires sont au chômage. Ils veulent du travail, mais la République islamique ne peut pas créer d'emplois. Ils ont faim et veulent du pain, mais la République islamique ne peut pas le leur en fournir. Ils veulent de l'eau courante, de l'électricité, mais la République islamique est incapable d'en produire. Ils veulent des moyens de vie courante, la santé, l'éducation et des loisirs, mais la République islamique ne peut pas les mettre à leur disposition.

Le nombre de chômeurs devient de plus en plus important. Le taux d'inflation n'arrête pas sa montée. Et la vie des ouvriers et des travailleurs devient de jour en jour plus difficile. Alors il est naturel qu'ils se révoltent contre cette situation. Le régime du Chah n'a pas pu satisfaire les revendications des travailleurs. La République islamique ne fait pas mieux. Aucun gouvernement capitaliste ne peut satisfaire ces revendications et sauver les travailleurs de la misère et de la pauvreté. Car entre la pauvreté et la richesse, le capitalisme a instauré de telles relations que sans son renversement la situation ne peut pas changer. Seulement le

renversement du régime islamique et l'instauration d'un État soviétique (un État des conseils des ouvriers et des travailleurs) peut changer la situation actuelle en Iran.

---

## Le mouvement du 9 juillet et son importance

Un peu plus d'un an nous sépare du mouvement protestataire du 9 juillet. Ce mouvement étudiant a commencé à l'université de Téhéran contre la dictature et la censure. Il s'est vite étendu à Tabriz et dans les autres villes de l'Iran. Les étudiants des universités de Machhad, de Racht, d'Ispahan, de Chiraz, d'Ouroumieh et de plusieurs autres villes ont rejoint les revendications des étudiants de Téhéran. L'intervention des forces de l'ordre du régime pour réprimer le mouvement a entraîné le soutien des masses populaires aux étudiants. Les dirigeants du régime ont paniqué en entendant des slogans comme « canon, tank et miliciens ne font plus peur », « à bas le régime clérical » et « Vingt ans de silence sont finis, l'insurrection a commencé ». L'État islamique a décidé de réprimer le mouvement du 9 juillet avec toute sa force. Plusieurs manifestants ont été tués le 9 juillet et la semaine suivante par les stipendiés du régime. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Le régime a fait régner un climat de peur et de dissuasion dans les universités. Les réactionnaires se sont servis de tous leurs moyens pour prendre leur revanche d'un mouvement qui annonçait la fin de l'État islamique. Certaines remarques s'imposent au premier anniversaire de ce mouvement.

Le mouvement du 9 juillet a démarré de l'université de Téhéran. Il a continué par des manifestations et des barricades dans les rues de cette ville. Il s'est provisoirement arrêté par une répression sauvage. Malgré ses manques, ce mouvement a relaté certaines revendications du mouvement général des masses populaires d'Iran. Alors qu'une faction du régime islamique, soutenu par la bourgeoisie intérieure et internationale, avait dit, pendant deux ans, que Khatami veut réaliser les revendications démocratiques des gens, les slogans « la liberté d'opinion est impossible avec la barbe » et « à bas le régime clérical » ont exprimé le fait que les masses populaires d'Iran ne veulent plus un État religieux. Ces slogans ont également prouvé que les efforts des « réformateurs » du régime sont inutiles et vains. Le fait que les mêmes slogans soient répétés dans des dizaines d'autres manifestations dans plusieurs autres villes depuis le mouvement du 9 juillet est aussi une preuve sûre que la société iranienne veut que la religion soit séparée de l'État.

Le mouvement du 9 juillet a signé l'acte d'indépendance du mouvement populaire des factions de l'État islamique, mais aussi de toutes les tendances politiques qui veulent récupérer le même mouvement pour le compte d'une certaine faction du régime. Les slogans du mouvement, ayant duré plusieurs jours, ont très clairement démontré que ses revendications sont enracinées de telle manière qu'aucune tendance désirant préserver le système politique actuel ne sera victorieuse. La concrétisation de ces revendications passe indéniablement par le renversement de tout le régime et par des changements fondamentaux. Le mouvement du 9 juillet a été réprimé par les gardiens officiels et officieux de l'État d'Allah. Mais sa formation et ses slogans sont le début d'une nouvelle ère des luttes contre le régime islamique. Depuis le mouvement du 9 juillet 1999, chaque manifestation politique, partout en Iran, a répété les slogans entendus pour la première fois dans ce même mouvement. Les slogans et revendications du mouvement du 9 juillet sont marqués maintenant sur le drapeau de toute action de protestation politique. La répression de l'État islamique contre les mouvements de protestation populaires et leurs revendications ne les fait qu'intensifier. Depuis le 9 juillet 1999, de nombreux ouvriers, travailleurs et étudiants ont organisé des actions indépendantes des factions du régime. Une lutte ouverte contre le régime est la caractéristique remarquable

et remarquée de toutes ces actions. Malgré les sabotages des « réformateurs » (proches de Khatami), les étudiants ont organisé, dans de nombreux cas, des protestations indépendantes. Les travailleurs des cités populaires de banlieue n'ont attendu ni Khatami ni aucun autre réactionnaire pour annoncer leurs revendications et les ouvriers ont fait grèves et sit-in ou barré les routes et occupé des usines.

Depuis un peu plus de deux décennies, le régime réactionnaire religieux d'Iran a régné par le despotisme, la répression et la privation des droits politiques et individuels les plus élémentaires surtout à l'égard des femmes. La société est bloquée et son progrès est impossible. Les politiques économiques réactionnaires du régime, le pillage et l'exploitation barbare et la mauvaise condition économique pour toutes les masses populaires et travailleuses a fait régresser énormément la société. La concrétisation d'un nombre important de revendications multiples et nouées, économiques, politiques et sociales, est la pré-condition de la résolution des crises pour que les gens puissent vivre librement, décemment et humainement. La concrétisation de toutes ces revendications n'est possible que par le renversement de l'État islamique dans sa totalité. Le mouvement du 9 juillet a été la déclaration ouverte de cette nécessité que les masses populaires d'Iran ont mis à l'ordre la suppression de la République islamique et de toutes ses factions réactionnaires. Quand les étudiants ont crié « vingt ans de silence sont finis » ou « le peuple, rejoint-nous, notre douleur est la tienne », des milliers de gens les ont en effet rejoints dans les rues pour scander le début de la fin de la République islamique. Le mouvement du 9 juillet 1999 sera enregistré dans l'histoire de l'Iran comme un point brillant dans le mouvement des masses d'ouvriers et de travailleurs et de leurs enfants pour renverser la République islamique. La mémoire de toutes celles et tous ce qui sont tombés dans le mouvement du 9 juillet sera célébré dans chaque autre mouvement qui commencera pour la liberté et pour une vie décente humaine. La résistance des étudiants et des emprisonnés de ce mouvement apporteront beaucoup de chaleur aux centaines de milliers de jeunes qui combattent la répression et le despotisme islamiques.